

Art. 27. — Quiconque aura réalisé, imprimé ou publié tout avis ou publicité sollicitant ou proposant de recevoir, échanger, acheter, produire, exposer, distribuer ou reproduire une représentation visuelle de l'utilisation d'un enfant se livrant à des actes sexuels, est puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 5.000.000 à 50.000.000 de francs CFA.

Art. 28. — Quiconque transporte à l'intérieur du territoire de la République de Côte d'Ivoire ou hors du territoire de la République de Côte d'Ivoire, reçoit, diffuse ou reproduit sciemment par quelque moyen que ce soit, y compris l'informatique ou le courrier, une représentation pornographique impliquant des enfants est puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 5.000.000 à 50.000.000 de francs CFA.

Art. 29. — Quiconque emploie un enfant pour la production d'une représentation pornographique destinée à être importée en Côte d'Ivoire ou reçoit, diffuse, vend ou possède des représentations pornographiques d'enfants avec l'intention d'en importer en Côte d'Ivoire est puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 5.000.000 à 50.000.000 de francs CFA.

Art. 30. — Est puni, d'un emprisonnement de dix à vingt ans et d'une amende de 5.000.000 à 50.000.000 de francs CFA, le fait d'employer, utiliser, persuader, inciter, encourager ou contraindre sciemment un enfant à exercer une activité illicite notamment la production et le trafic de stupéfiants.

Art. 31. — Est puni, d'un emprisonnement de dix à vingt ans et d'une amende de 5.000.000 à 50.000.000 de francs CFA, le fait d'utiliser, fournir ou offrir un enfant pour porter ou utiliser illégalement des armes à feu ou des armes d'un autre type.

Art. 32. — Dans tous les cas de traite et de pires formes de travail des enfants, le juge peut prononcer la confiscation des biens meubles et immeubles ayant servi à commettre l'infraction.

Art. 33. — La peine d'emprisonnement à vie peut être prononcée lorsque les actes de traite ou de pires formes de travail ont entraîné la disparition ou la mort de la victime ou une incapacité permanente de plus de 30%.

Art. 34. — Est puni, d'un emprisonnement d'un à trois mois et d'une amende de 50.000 à 100.000 francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, la commission de l'une des infractions prévues au présent chapitre, s'abstient volontairement de le faire.

Est puni des mêmes peines celui qui, ayant connaissance d'une des infractions déjà tentées ou consommées, n'a pas, alors qu'il était possible d'en prévenir ou limiter les effets ou qu'on pouvait penser que les coupables ou l'un d'eux commettrait de nouveaux délits qu'une dénonciation pourrait prévenir, averti aussitôt les autorités administratives ou judiciaires.

Nonobstant les sanctions administratives qu'il pourrait encourir, la peine est portée au double si le coupable avait l'obligation professionnelle ou contractuelle de porter assistance ou secours à la victime.

Art. 35. — Toute personne de nationalité étrangère condamnée en vertu de la présente loi peut être frappée de l'interdiction du territoire de la République de Côte d'Ivoire telle que prévue à l'article 83 du Code pénal.

Art. 36. — Toute personne condamnée en vertu de la présente loi est tenue de tous les débours occasionnés par les prestations de prise en charge de la victime et couverts par l'administration ou toute autre structure étatique ou paraétatique ou tout autre organisme ou personne privée agissant dans le cadre d'une mission de service public.

Art. 37. — Les compagnies de transport ou tout autre organisme similaire ainsi que les particuliers ayant assuré le transport de la victime en violation des dispositions de l'article 17 alinéa 2 sont tenus de couvrir les charges liées à son rapatriement.

A défaut, le moyen de transport est saisi par l'autorité administrative, mis en fourrière ou confisqué.

Art. 38. — Le juge peut priver le condamné du droit d'ouvrir une école et de façon générale d'exercer toutes fonctions se rapportant à l'enseignement, à l'éducation ou à la garde des enfants.

Le juge peut également priver le condamné de l'exercice de ses droits civiques et prononcer l'interdiction de paraître pour une durée de cinq ans.

Art. 39. — Les infractions prévues dans la présente loi sont des délits. La tentative est punissable.

CHAPITRE 5

Dispositions finales

Art. 40. — L'Etat et les collectivités territoriales assurent les soins que nécessite l'état des enfants interceptés ou retrouvés en leur offrant notamment nourriture, hébergement, soins de santé, appui psychologique, en pourvoyant à leur réadaptation physique, à leur réinsertion et rapatriement le cas échéant.

Art. 41. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Art. 42. — Des décrets pris en Conseil des ministres fixeront les modalités d'application de la présente loi.

Art. 43. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 30 septembre 2010.

Laurent GBAGBO.

ORDONNANCE n° 2014-148 du 26 mars 2014 fixant les redevances superficielles et les taxes proportionnelles relatives aux activités régies par le Code minier.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Industrie et des Mines, du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du ministre auprès du Premier Ministre chargé, de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 97-008 du 6 janvier 1997 portant loi des Finances pour la gestion 1997, notamment en l'article 19 de son annexe fiscale ;

Vu la loi n° 2013-908 du 26 décembre 2013 portant Budget de l'Etat pour l'année 2014, notamment en son article 12 ;

Vu la loi n° 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier ;

Vu l'ordonnance n° 96-600 du 9 août 1996 fixant les droits fixes, les redevances superficielles, les taxes proportionnelles, relatifs aux activités régies par le Code minier et portant fonctionnement du compte de réhabilitation de l'environnement ouvert à la Caisse autonome d'Amortissement ;

Vu l'ordonnance n° 2011-480 du 28 décembre 2011 portant Budget de l'Etat pour la gestion 2012, notamment en son annexe fiscale ;

Le Conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

CHAPITRE PREMIER

Régime des activités minières industrielles

Article premier. — Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

- *affinage*, la production du métal pur à quatre-vingt-dix-neuf virgule neuf-cent quatre-vingt-dix-neuf pour cent, obtenue à partir du métal brut ;
- *enrichissement ou concentration du fer*, la succession d'opérations, notamment le concassage, le criblage, la séparation par hydrocyclone ou une technologie similaire, le lavage, le scrubbing, le séchage ou trommelling, ou une combinaison de deux ou plusieurs de ces procédés ;
- *enrichissement ou concentration du manganèse*, la succession d'opérations, notamment le concassage, le criblage, le lavage, le scrubbing, le trommelling ou le séchage, ou une combinaison de deux ou plusieurs de ces procédés.

Art. 2. — Le titulaire d'un titre minier est soumis au paiement d'une redevance superficielle annuelle fixée par kilomètre carré ou par hectare.

Les taux de cette redevance sont les suivants :

* autorisation de prospection

- attribution, mille francs par kilomètre carré et par an ;
- renouvellement, mille francs par kilomètre carré et par an.

* permis de recherche

- attribution, trois mille francs par kilomètre carré et par an ;
- premier renouvellement, quatre mille francs par kilomètre carré et par an ;
- deuxième renouvellement, six mille francs par kilomètre carré et par an ;
- renouvellement exceptionnel, quinze mille francs par kilomètre carré et par an.

* permis d'exploitation de gites géothermiques et des eaux minérales

- attribution, deux mille francs par hectare et par an ;
- renouvellement, deux mille francs par hectare et par an ;

* permis d'exploitation des autres substances minérales

- attribution, deux-cent-cinquante mille francs par kilomètre carré et par an ;
- renouvellement, deux-cent-cinquante mille francs par kilomètre carré et par an.

Art. 3. — A l'attribution, le paiement du montant de la redevance superficielle due intervient avant la remise du titre ou de l'autorisation au titulaire ou au bénéficiaire.

Dans les autres cas, le montant de la redevance est acquitté soixante jours avant la date anniversaire du titre minier ou de l'autorisation de prospection.

Art. 4. — Le titulaire d'un permis d'exploitation est assujéti au paiement d'une taxe *ad valorem* assise sur le chiffre d'affaires après déduction des frais de transport, prix FOB, dans la mesure où ces frais n'ont pas été déduits du prix à payer, et des frais d'affinage en ce qui concerne les métaux.

Les frais de transport comprennent le coût de transport de la mine au lieu d'embarquement et les charges portuaires ou aéroportuaires.

En ce qui concerne l'eau minérale, les frais déductibles sont les frais de traitement et d'emballage.

La taxe *ad valorem* est payable trimestriellement

Art. 5. — Les taux de la taxe *ad valorem* sont les suivants :

* or

- trois pour cent, lorsque le prix de vente de l'once d'or est inférieur ou égal à mille dollars US ;
- trois virgule cinq pour cent, lorsque le prix de vente de l'once d'or est supérieur à mille dollars US et inférieur ou égal à mille-trois-cents dollars US ;
- quatre pour cent, lorsque le prix de vente de l'once d'or est supérieur à mille-trois-cents dollars US et inférieur ou égal à mille-six-cents dollars US ;
- cinq pour cent, lorsque le prix de vente de l'once d'or est supérieur à mille-six-cents dollars US et inférieur ou égal à deux mille dollars US ;
- six pour cent, lorsque le prix de vente de l'once d'or est supérieur à deux mille dollars US ;

* quatre pour cent pour les autres métaux précieux, notamment l'argent, le platine et les platinoïdes ;

* trois pour cent pour les autres pierres précieuses, notamment les émeraudes, le rubis, le saphir et le béryl ;

* trois pour cent pour les pierres fines, notamment le zircon, l'aigue-marine et le grenat ;

* trois virgule cinq pour cent pour les métaux de base et métaux non ferreux, notamment le cuivre, l'ilménite, la colombotantalite, le plomb, le zinc, le chrome, l'étain et la bauxite ;

* fer

- trois virgule cinq pour cent, pour le minerai brut ;
- deux virgule cinq pour cent, pour le minerai enrichi ou concentré ;
- un virgule cinq pour cent, pour le métal ;

* manganèse

- trois virgule cinq pour cent, pour le minerai brut ;
- trois pour cent, pour le minerai enrichi ou concentré ;
- un virgule cinq pour cent, pour le métal ;

* quatre pour cent pour les substances énergétiques solides et minéraux industriels, notamment le charbon, le lignite, la houille, les sables bitumineux et les gîtes géothermiques ;

* trois pour cent pour le phosphate et les sels gemmes ;

* cinq pour cent pour les substances radioactives, notamment l'uranium, le thorium et les autres substances utilisées pour leur propriété radioactive ;

* un pour cent pour l'eau minérale.

Art. 6. — Le titulaire d'un permis d'exploitation est exonéré du paiement de la taxe de développement régional prévue par la loi n° 2003-489 du 26 décembre 2003 portant régime financier, fiscal et domanial des collectivités territoriales, telle que modifiée par la loi n° 2005-161 du 27 avril 2005.

Art. 7. — Les titulaires de permis d'exploitation miniers sont tenus de constituer un fonds destiné à financer les actions de développement socio-économique local.

Ce fonds est alimenté, chaque année, par un prélèvement de zéro virgule cinq pour cent sur le chiffre d'affaires, déduction faite des frais de transport, prix FOB, dans la mesure où ces frais n'ont pas été déduits du prix à payer, et des frais d'affinage en ce qui concerne les métaux.

En ce qui concerne l'eau minérale, les frais déductibles sont les frais de traitement et d'emballage.

CHAPITRE 2

Régime d'exploitation minière semi-industrielle

Art. 8. — Le bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation minière semi-industrielle est soumis au paiement de la redevance superficielle annuelle fixée par hectare.

Les taux de cette redevance sont les suivants :

- à l'attribution, quinze mille francs par hectare et par an ;
- au renouvellement, quinze mille francs par hectare et par an.

Art. 9. — A l'attribution, le versement de la somme due au titre de cette redevance intervient avant la remise de l'autorisation au bénéficiaire.

Dans les autres cas, la redevance est acquittée soixante jours avant la date anniversaire de l'autorisation d'exploitation minière semi-industrielle.

Art. 10. — Le bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation minière semi-industrielle est assujéti au paiement de la taxe *ad valorem* prévue à l'article 4 de la présente ordonnance.

Les taux de la taxe *ad valorem* payable par mois par les bénéficiaires d'une autorisation d'exploitation minière semi-industrielle sont identiques aux taux définis à l'article 5 de la présente ordonnance.

CHAPITRE 3

Régime de l'exploitation minière artisanale

Art. 11. — Le bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation minière artisanale est soumis au paiement de la redevance superficielle annuelle fixée par hectare.

Les taux de cette redevance sont les suivants :

- à l'attribution, quatre mille francs par hectare et par an ;
- au renouvellement, quatre mille francs par hectare et par an.

Art. 12. — A l'attribution, le versement de la somme due au titre de la redevance superficielle intervient avant la remise de l'autorisation au bénéficiaire.

Dans les autres cas, la redevance est acquittée soixante jours avant la date anniversaire de l'autorisation d'exploitation minière artisanale.

Art. 13. — Le bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation minière artisanale est assujéti au paiement d'une taxe forfaitaire annuelle dont les montant et modalités de perception sont précisés par décret.

CHAPITRE 4

Régime de l'exploitation des carrières

Art. 14. — Le bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation de substances de carrière est soumis au paiement de la redevance superficielle annuelle fixée par hectare.

Les taux de cette redevance sont les suivants

* carrière artisanale :

- attribution : mille francs par hectare et par an ;
- renouvellement : mille francs par hectare et par an.

* carrière industrielle de matériaux concassés :

- attribution : trois mille francs par hectare et par an ;
- renouvellement : cinq mille francs par hectare et par an.

* carrière industrielle de matériaux meubles

- attribution : quinze mille francs par hectare et par an ;
- renouvellement : quinze mille francs par hectare et par an.

Art. 15. — Le bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation ou d'extraction de substances de carrières est soumis au paiement d'une taxe d'exploitation ou d'extraction assise sur les quantités produites.

Les taux des taxes d'exploitation et d'extraction de substances de carrières sont fixés comme suit :

- * pierres ornementales, calcaires coquilliers, argiles, graviers détritiques et sable de verrerie : deux cent cinquante francs par mètre cube ;
- * sables de lagune, sable éluvionnaire et alluvionnaire : cent francs par mètre cube ;
- * terre graveleuse : cinquante francs par mètre cube ;
- * matériaux concassés en éléments de diamètre supérieur ou égal à cinq millimètres : cent francs par tonne ;
- * matériaux concassés d'un diamètre inférieur à cinq millimètres : trente francs par tonne.

Art. 16. — Pour les matériaux extraits sans autorisation, le taux de la taxe d'exploitation ou d'extraction de substance de carrières est fixé au triple du taux indiqué à l'article 15 ci-dessus.

CHAPITRE 5

Dispositions diverses

Art. 17. — Les assujettis à la taxe d'exploitation ou d'extraction de substances mentionnée à l'article 15 de la présente ordonnance déposent auprès de l'administration des Mines, au plus tard le 5 de chaque mois, une déclaration indiquant les quantités de matériaux produits.

Ils sont tenus d'acquitter la taxe d'exploitation ou d'extraction de substances de carrières à la régie des recettes du ministère en charge des Mines au plus tard un mois après l'émission du bulletin de paiement.

Art. 18. — Les assujettis à la taxe *ad valorem* déposent auprès de l'administration des Impôts, au plus tard le 15 du mois suivant la fin de chaque mois ou de chaque trimestre, selon le cas, une déclaration indiquant :

- le montant du chiffre d'affaires mensuel ou trimestriel ;
- le montant des frais déductibles, à savoir les frais de transport, prix FOB, les frais d'affinage en ce qui concerne les métaux et les frais de traitement et d'emballage en ce qui concerne l'eau minérale ;
- le montant de la taxe due ;
- les pièces justificatives des ventes et des frais à déduire.

Les assujettis déposent une copie de la déclaration auprès de l'administration des Mines.

Un décret précise les modalités de paiement de cette taxe.

Art. 19. — Quiconque ne fournit pas ses déclarations de production et de vente, dans les délais réglementaires, est assujetti au paiement d'une pénalité de retard correspondant à dix pour cent du montant de la taxe due.

Cette pénalité est due sans préjudice des amendes réglementaires prévues dans le cadre de la procédure de recouvrement des impôts sur le chiffre d'affaires.

Un décret précise les modalités de paiement de cette pénalité.

Art. 20. — Les règlements des taxes et des redevances relatives aux titres miniers et autres autorisations se font auprès de l'administration des Impôts.

Art. 21. — La délivrance des actes administratifs relatifs aux activités régies par le Code minier, les agréments, les opérations de contrôle ou d'expertise, et la mise à disposition des cartes relatives aux activités géologiques minières sont subordonnées au paiement de droits fixes ou de frais forfaitaires, auprès de l'administration des Mines.

Le montant et les modalités de paiement des droits fixes ou des frais forfaitaires mentionnés ci-dessus sont déterminés par décret.

CHAPITRE 6

Dispositions finales

Art. 22. — La présente ordonnance abroge toutes dispositions antérieures contraires relatives aux taxes et redevances mentionnées aux articles précédents, notamment celles de l'ordonnance n° 96-600 du 9 août 1996 susvisée, celles de la loi n° 97-008 du 6 janvier 1997 susvisée ainsi que celles de la loi n° 2003-489 du 26 décembre 2003 portant régime financier, fiscal et domanial des collectivités territoriales, telle que modifiée par la loi n° 2005-161 du 27 avril 2005.

Art. 23. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 26 mars 2014.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2014-151 du 26 mars 2014 portant attribution d'un permis de recherche minière à la société MET Côte d'Ivoire SARL dénommé « KORHOGO-OUEST » dans le département de Korhogo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Industrie et des Mines, du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 95-553 du 18 juillet 1995 portant Code minier ;

Vu la loi n° 96-218 du 13 mars 1996 portant loi de finances pour la gestion 1996 ;

Vu l'ordonnance n° 96-600 du 9 août 1996 fixant les droits fixes, les redevances superficielles, les taxes proportionnelles, relatifs aux activités régies par le Code minier et portant fonctionnement du Compte de réhabilitation de l'Environnement ouvert à la Caisse autonome d'Amortissement ;

Vu le décret n° 96-634 du 9 août 1996 déterminant les modalités d'application de la loi n° 95-553 du 18 juillet 1995 portant Code minier ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;

Vu l'avis favorable de la Commission minière interministérielle (COMINE) en sa séance du 13 février 2014, relative à la demande de la société MET CÔTE D'IVOIRE SARL en date du 25 avril 2012, modifiée le 8 juillet 2013, et les pièces y annexées ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Sous réserve des droits antérieurement acquis, il est accordé à la société MET CÔTE D'IVOIRE SARL, un permis de recherche minière dénommé « Korhogo-Ouest » dans le département de Korhogo.